



Confédération paysanne du Centre et du Cher

ACTES DU FORUM

« La fin des paysans est-elle inéluctable ? »

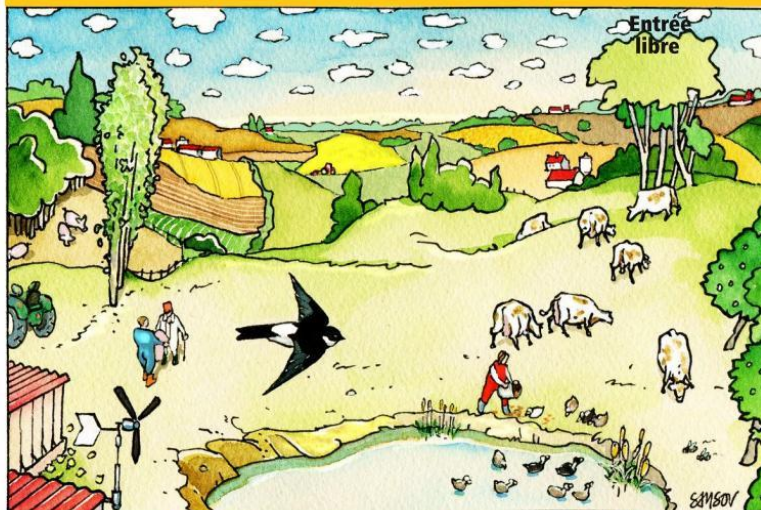
30 novembre 2017 – Lycée agricole du Subdray



FORUM

**Organisé par les Confédérations
paysannes du Cher et du Centre**

**'La fin des paysans est
elle inéluctable ?'**



Jeudi 30 novembre - 19h30

Lycée Agricole du Subdray

**Pierre Bitoun (Tours) - sociologue à l'INRA
co-auteur du 'sacrifice des paysans'**

Renseignements et réservations : Confédération paysanne du Cher
02 36 40 91 57 / confpays18@gmail.com



Sommaire

Introduction	page 3
I. Intervention de Pierre BITOUN	page 4
1. Préambule	page 4
2. Quelques chiffres d'introduction	page 4
3. 1 ^{ère} condition : bien comprendre ce que nous entendons par productivisme	page 5
4. 2 ^{ème} condition : bien comprendre les pièges du productivisme	page 5
5. 3 ^{ème} condition : bien identifier quel est, aujourd'hui, notre principal ennemi	page 7
6. 4 ^{ème} condition : définir ce qu'on entend par alternative	page 7
7. 5 ^{ème} condition : ne jamais se résigner, des solutions existent	page 8
II. Témoignages de paysans et de paysannes	page 10
1. Témoignage de Sandie Floquet	page 10
2. Témoignage de Justine Floquet	page 11
3. Témoignage de Véronique Aupetitgendre	page 11
III. Questions et échanges avec la salle	page 12

Ces actes ont été rédigés et mis en page par Mathilde Cherbuin – coordinatrice à la Confédération paysanne du Centre – et Claire Guillemet – animatrice à la Confédération paysanne du Cher.

INTRODUCTION

Je vous remercie tous, pour votre présence à ce forum organisé par les confédérations paysannes du Cher et du Centre. Je tiens à remercier particulièrement le Conseil Régional centre-Val de Loire qui nous soutient financièrement pour organiser cet événement et ceux qui ont ou qui vont avoir lieu dans la région et bien sûr le Lycée agricole – M. Le Directeur et toute son équipe - qui nous accueille pour la deuxième année consécutive dans son établissement.

Cette année, nous souhaitons discuter de la situation du monde paysan. On voit notre monde rural se vider de ses paysans. Or, le paysan est celui qui façonne le paysage, qui entretient son environnement et produit une alimentation saine et de qualité sur une ferme à taille humaine. A la place, on y installe des fermes en monoculture toujours plus grandes, des machines toujours grosses, avec toujours moins de bras. Les techniques agricoles liées à ce productivisme obligent l'utilisation de produits chimiques et cela aboutit à une alimentation de basse qualité, voire dangereuse. Un projet de ferme usine est cours en Bourgogne, à Digoin, pour une ferme usine accueillant 4000 bovins charolais.

C'est pourquoi ce forum, nous avons choisi de l'intituler : « la fin des paysans est-elle inéluctable ? »

Nous avons aussi fait le choix d'inviter Pierre Bitoun chercheur sociologue à l'INRA. Il travaille beaucoup sur le monde rural, dont le système des AMAP et son dernier livre s'intitule « Le sacrifice des paysans ». Sa conférence sera suivie de plusieurs de nos témoignages, nous, les paysans !

Frédéric BIDAULT
Co-porte-parole de la Confédération paysanne du Cher
Représentant de la Confédération paysanne du Centre



Crédit photo : Confédération paysanne du Centre

I. INTERVENTION DE PIERRE BITOUN

1. PREAMBULE

Depuis une quinzaine d'année, les crises sanitaires et économiques majeures s'inscrivent dans le quotidien des exploitations et ont des conséquences sociales désastreuses. En effet, en 2016, un tiers des paysans aurait touché moins de 350€ par mois. Le monde agricole vit une crise socio-économique sans précédent et la région Centre-Val de Loire est une des régions les plus fragilisées avec 32% des agriculteurs qui ont déclaré des revenus négatifs l'année dernière. Une des conséquences directes est la disparition de 200 fermes par semaine sur l'ensemble du territoire français.

La disparition des paysans, et de fait, de la culture rurale, ne concernent pas que le monde agricole, elle est en lien direct avec les enjeux publics de dynamique des territoires, d'alimentation et de préservation de l'environnement. C'est pourquoi nous avons souhaité organiser, avec la Confédération paysanne du Cher, un **forum intitulé « La fin des paysans est-elle inéluctable ? »**.

Pierre Bitoun va nous apporter des éléments de compréhension des mécanismes qui contribuent à la disparition du monde paysan. S'en suivra une table ronde, ponctuée d'échanges avec le public, en présence de paysans et de paysannes qui présenteront les solutions existantes pour contrer ce phénomène.

2. QUELQUES CHIFFRES D'INTRODUCTION...

Pour aborder maintenant la question qui nous occupe ce soir je commencerai par citer quelques chiffres. Il y avait en 1970, dans le Cher, plus de 11 000 exploitations agricoles, il n'y en avait plus que 3 800 en 2010. Sur l'ensemble de la région Centre/Val de Loire, on est passé, entre ces deux dates, de 85 000 à 18 000. En France, pays représentatif des nations dites développées, plus d'1/3 de la population active vivait de l'agriculture en 1945, tandis qu'aujourd'hui on en est à 2-3% (sociétés paysannes et rurales vivantes à une CSP). Et au niveau mondial, les chiffres sont également vertigineux : en 1950, 80% de la population active totale, il n'y en a plus que 40% aujourd'hui.

Quelques brèves remarques introductives sur ces chiffres :

- Ils sont instructifs car ils indiquent une tendance lourde : la disparition des agriculteurs et paysans de la surface de la Terre, à une vitesse finalement assez phénoménale, s'accéléralant surtout dans les 70 dernières années,
- Ils masquent une distinction fondamentale, de mot comme de réalité, entre les agriculteurs pris dans la spirale du productivisme capitaliste (spécialisation, endettement, chimie, concurrence sur les marchés, etc.) et les paysans qui y ont encore échappé ou veulent s'en défaire et promeuvent le modèle de l'agriculture paysanne sous ses différents noms, formes, modalités (agribio, agroécologie, pas ou moins d'intrants chimiques, circuits courts, etc.),
- Ils ne nous disent rien sur la façon dont on en est arrivé là, ce qui a été détruit, comment ces chiffres ont été historiquement et socialement fabriqués, au nom de quelles visions du monde, de quels choix de société, par l'intermédiaire de quelles politiques, pour satisfaire quels intérêts, etc.
- Et enfin, ils sont tout aussi secs sur la façon dont on peut sortir de cette tendance lourde.

Ce qui me conduit à poser autrement la question de ce soir « La fin des paysans est-elle inéluctable ? », que je trouve, dans sa formulation même, un peu fataliste. Pour éviter de sombrer, comme cela arrive souvent dans ce genre de réunion (agricole ou autre), soit dans un pessimisme foncier où l'on n'en finit plus d'énumérer toutes les raisons de notre impuissance, soit, à l'inverse, dans un optimisme un peu naïf et en manque de lucidité (cf. la phrase rituelle « faut tout de même rester positif ! »), la

question que nous devons, me semble-t-il, nous poser individuellement et collectivement, c'est plutôt : à quelles conditions peut-on inverser le cours de cette Histoire funèbre ? À quelles conditions peut-on en finir avec la fin des paysans ?

J'en vois, sans bien sûr prétendre à l'exhaustivité, au moins 5 sur lesquelles je voudrais maintenant revenir tout au long de mon exposé. Et je vais en parler, autant vous prévenir tout de suite, de façon non spécialisée car, pour en finir avec la fin des paysans, il ne faut pas seulement une toute autre politique agricole, déjà prête d'ailleurs, mais un bouleversement complet de notre ordre social et politique. Ou, pour être plus exact, une rupture radicale avec le « désordre établi » dans lequel nous vivons.

3. 1^{ère} CONDITION : BIEN COMPRENDRE CE QUE NOUS ENTENDONS PAR PRODUCTIVISME

Dans notre livre, nous avons été conduits à proposer du productivisme une définition à la fois plus large et précise que celle que l'on entend ordinairement. Le productivisme, ce n'est pas simplement le fameux « toujours plus », « toujours plus de croissance » qu'on répète à l'envi, que l'on soit d'ailleurs partisan ou détracteur de cette croissance. C'est un phénomène singulièrement plus grave. C'est l'idée, consubstantielle à l'esprit de la modernité et du capitalisme, que tout, êtres humains, sociétés, produits de la science et de la technique ou des technosciences, animaux ou nature, doit devenir un matériau au service de la quête de Puissance et de Profit de l'État et du capital, sans cesse plus confondus dans l'État néolibéral.

Cette logique du « tout est ressource », « tout est marchandise ou marchandisable » (« la marchandisation du monde, comme disaient les paysans de la Conf' au moment du démontage du MacDo de Millau), on peut en suivre le déploiement bien avant 1945 (colonisation des Amériques, révolution industrielle du XIXe, 1^{ère} guerre mondiale), mais c'est surtout à partir de la Seconde guerre mondiale qu'elle a connu une expansion toujours plus accélérée. Elle est aujourd'hui effective et illimitée, en agriculture comme dans n'importe quel autre secteur, et produit une infinité de dégâts humains, sociaux ou écologiques qui nuisent à notre vie quotidienne autant qu'ils mettent en péril, notamment via le changement climatique, l'avenir de l'humanité.

Il faut donc être clair : tant qu'on ne sortira pas du productivisme capitaliste ou, si vous préférez, du capitalisme productiviste, l'un n'allant pas sans l'autre, point de salut sinon des problèmes qui iront en s'aggravant et des miettes qu'on voudra bien nous laisser !

4. 2^{ème} CONDITION : BIEN COMPRENDRE LES PIEGES DU PRODUCTIVISME

Il s'agit également de bien comprendre comment, dans les 70 dernières années, ce productivisme capitaliste s'est progressivement installé à la fois dans les esprits, les institutions, la réalité, savoir en tirer les leçons et, par-dessus tout, déjouer les pièges, innombrables, qui nous sont tendus. Limitons-nous aux pièges qui paraissent les plus importants et je vais les évoquer via quelques questions formulées de façon un peu lapidaire ou brutale et auxquelles je n'ai pas forcément de réponse.

Le piège de l'injonction à être, quoi qu'il arrive, toujours plus moderne :

Pourquoi ai-je absolument besoin du tracteur le plus puissant ou de l'iPhone dernière génération alors que je sais pertinemment que mon « libre » choix se retournera contre moi, par endettement ou obsolescence programmée, et ira grossir les profits de quelques multinationales qui alimenteront bientôt les prochains Panama ou Paradise papers ? Pourquoi suis-je prêt à tout pour m'agrandir et racheter les terres de mon voisin paysan ou bien encore devenir multi-proprétaire d'appartements en ville alors que je sais bien que je contribue par là même à des campagnes désertées ou que mes gains locatifs appauvrissent les plus jeunes ? Pourquoi en bref, en me voulant moderne, suis-je devenu à ce point calculateur, cupide, et parfois, il faut bien le dire, si mou et si sot ?

Le piège de la démocratie dite représentative :

Pourquoi n'ai-je toujours pas compris qu'elle s'est peu à peu transformée, notamment via l'UE ou les petits marquis de la décentralisation, en un régime oligarchique, c'est-à-dire du gouvernement de quelques-uns ? Et pourquoi suis-je dupe de ces gadgets, de ces simulacres que sont la démocratie participative ou la gouvernance, mot-valise créé à partir de gouvernement et finance ? Il vaudrait donc mieux dire gouverfinance, comme il vaudrait mieux dire aussi, non pas « La République en marche » mais « La République en marché ».

Le piège du chômage, de la précarité, de la pauvreté de masse :

Ces pièges qui, comme la liquidation des paysans ne sont en rien une fatalité mais sont au contraire sciemment organisés, afin d'instaurer partout le gouvernement de la peur. Plutôt qu'une question, mieux vaut ici une citation qui vient d'un grand patron, Bernard Attali, le frère de Jacques, grand ami de Mitterrand, de Sarkozy ou de Macron. En 1993, alors que Bernard dirigeait Air France et qu'il prévoyait un énième plan de licenciement, il avait déclaré, déjà cynique et extrémiste : « Il faut que les gens sentent que le pire est possible pour qu'ils deviennent raisonnables ».

Le piège de la bureaucratie :

Pourquoi, quand je suis représentant d'un parti politique, d'un syndicat, d'une association, mon combat finit presque toujours se perdre dans le dédale de quelque bureau, dialogue social, dispositif technico-réglementaire et que j'en arrive moi-même, plus souvent qu'à l'ordinaire, à employer les mots de ceux que je combats ? A dire ressource humaine plutôt que personne humaine, charges plutôt que cotisations sociales, plan social au lieu de plan de licenciement, ou à tout mettre en chiffres, histoire de devenir un expert ou un contre-expert, utile certes mais qui oublie aussi bien souvent tout ce qui est en dehors de la calculette.

Ou pour dire à peu près la même chose, mais un peu autrement : pourquoi vais-je siéger au Grenelle de l'environnement, à la COP 21, 22, 23 ou aux États généraux de l'alimentation ? Pour une subvention, pour le besoin d'être reconnu par les puissants ou parce que j'en espère toujours un résultat, aussi petit soit-il, avant de ressortir, dans l'immense majorité des cas, déçu ou en colère ? De quoi, en bref, je me rends complice en discutant d'éteindre le feu avec les pyromanes ? Ou pour élargir encore la question : pourquoi est-ce que je m'échine encore à trouver une voie réformiste alors que le capitalisme fait, lui, la Révolution chaque matin ?

Le piège de l'émiettement :

Pourquoi, quand je me dis en lutte pour une autre société plus démocratique, juste et solidaire, je ne fais pas tout pour, précisément, la fameuse convergence des luttes ? Pourquoi je mène et m'épuise dans mille et un combats sectoriels ou localisés, certes importants, mais qui tous, quand je rembobine la pelote des causes et des effets, me ramènent toujours à la domination et aux dégâts du capitalisme productiviste ? Pourquoi n'ai-je pas encore compris que seule l'unité la plus large des forces politiques, syndicales et associatives était capable d'infliger une déroute historique au camp adverse ?

Le piège de l'instrumentalisation :

Instrumentalisation de ma conscience professionnelle quand je veux bien soigner les malades ou nourrir l'humanité, instrumentalisation de mon esprit caritatif ou de solidarité envers les plus déshérités, pauvres à côté de chez moi ou réfugiés venus de toute la planète. Pourquoi l'urgence me fait-elle oublier, pas toujours bien sûr mais trop souvent, que j'accompagne ainsi la perpétuation du « désordre établi » ? Pourquoi, alors que je sais bien que le puits est sans fond et que je ne fais jamais que soigner les symptômes, mal qui plus est, je ne fais pas tout pour m'attaquer aux causes, avec la même urgence ?

Le piège du temps qui s'écoule, du grignotage progressif :

Et piège enfin, qui résume peut-être tous les autres et nous invite chacun à nous interroger, par lequel s'opèrent autant la fin des paysans que l'installation, dans les esprits, les institutions ou les faits, du productivisme capitaliste. Je l'illustrerai, comme tout à l'heure, non pas d'une question mais d'une citation. Elle est très ancienne, mais aussi très actuelle, et nous vient d'Étienne de La Boétie, l'auteur au XVI^{ème} siècle du *Discours de la servitude volontaire*. Il y écrivait : « Il est vrai de dire, qu'au commencement, c'est bien malgré soi et par force que l'on sert ; mais ensuite on s'y fait et ceux qui viennent après, n'ayant jamais connu la liberté, ne sachant pas même ce que c'est, servent sans regret et font volontairement ce que leurs pères n'avaient fait que par contrainte ».

Voilà, je m'arrête là sans évoquer d'autres pièges importants, comme par exemple la question ô combien centrale des médias, et je passe maintenant à la 3^{ème} condition.

5. 3^{ème} CONDITION : BIEN IDENTIFIER QUEL EST, AUJOURD'HUI, NOTRE PRINCIPAL ENNEMI

Ceux qui pilotent, avec hélas de multiples relais dans la société, la logique inique et déraisonnable du « tout est ressource », du « tout marchandise ». Quels que soient les noms qu'on leur donne, que certains les appellent encore bourgeoisie et d'autres caste ou oligarchie, nous avons affaire à une hyperclasse qui s'est affirmée depuis plusieurs décennies (chute du Mur) et dans laquelle on retrouve les chefs d'État et des institutions supranationales, les dirigeants des multinationales, les banquiers de Goldman Sachs et autres grands opérateurs sur les marchés financiers, les avocats d'affaires internationaux, les intellectuels et journalistes de connivence, la jet set, etc.

Fruit du développement du capitalisme mondialisé et de sa fusion avec les institutions publiques (quand on parle encore de lobbies on est en fait en retard sur cette fusion, quasi totale), cette hyperclasse promeut dans tous les pays, et à tous les niveaux y compris local, ce productivisme capitaliste illimité qui nous plonge toutes et tous, de bon gré ou malgré nous, dans ce que Marx appelait « la marmite d'alchimiste du capital ». Une expression d'ailleurs qu'il employait à propos des paysans français mais qui concerne désormais l'ensemble de la population mondiale.

Il faut, là encore, être clair : tant que nous n'aurons pas créé les rapports de force capable de faire plier ou de dégager cette hyperclasse et ses multiples relais ou valets, nous continuerons à subir leurs injustices et leurs folies.

6. 4^{ème} CONDITION : DEFINIR CE QU'ON ENTEND PAR ALTERNATIVE

Il est primordial de mieux définir ce qu'on entend aujourd'hui par alternative, mot que l'on décrit indifféremment, au singulier ou au pluriel, et à propos duquel règne à nouveau, comme pour le productivisme, pas mal de confusion.

Dans notre livre, nous sommes assez critiques, non pas tant des actions, que du discours à la fois optimiste et naïf que tiennent certains écologistes, décroissancistes, colibristes disciples de Pierre Rabhi sur cette question. Pour l'énoncer de façon volontairement provocatrice, si l'on rencontre nombre d'esprits éclairés, critiques du productivisme dans cette nébuleuse anticroissance, il y a aussi quantité de bisounours dépolitisés, de bobos technophiles ou de gens qui croient, très sincèrement d'ailleurs, avoir trouvé la « bonne » solution d'après la fin des grands récits révolutionnaires !

En privilégiant une « (r)évolution » ou une « insurrection des consciences individuelles », en appelant chacun, sans souvent aller plus loin dans la réflexion, à la modification de son comportement de producteur ou de consommateur, en faisant miroiter que chacun doit « faire sa part » et que mille initiatives locales-

durables font un changement de société, ce discours est pour nous autant un tantinet mystique que résolument mystificateur.

Non seulement il participe de la culpabilité ambiante, s'avère assez consonant avec l'imaginaire de l'autoentrepreneur néolibéral et macronisant, mais surtout il laisse complètement de côté ce qu'est une pensée proprement politique, c'est-à-dire transformatrice des institutions, et il ne nous dit pas grand-chose, non plus, sur la question des rapports de force à construire avec l'hyperclasse gouvernante dont je parlais tout à l'heure et qui, je le répète, a colonisé tous les centres-clés de la décision publique, supranationale, nationale ou locale, et ne lâchera rien, sinon des miettes.

Toutes ces initiatives, toutes ces alternatives paysannes ou écocitoyennes, aussi louables soient-elles, ne prendront tout leur sens que si elles se trouvent insérées dans un projet global de transformation sociale et politique, refondant, de fond en comble, nos institutions pseudo démocratiques et représentatives. En l'état actuel et sans cette refondation politique, la vitesse de propagation du productivisme capitaliste continuera d'être bien supérieure à celle des alternatives locales et l'on assistera, au mieux, à ce qui existe déjà : une cohabitation de plus en plus schizophrénique, une société de plus en plus fragmentée et à plusieurs vitesses.

La situation actuelle de l'agriculture française en est d'ailleurs un bon exemple. On a, d'un côté, des agriculteurs productivistes, dont une fraction construit maintenant des fermes-usines avec de gros appuis financiers, tandis que l'autre est en crise, subit des revenus négatifs, et se fait éliminer au nom du tri des plus « performants ». Performants voulant dire aujourd'hui de plus en plus robotisés, numérisés. Et de l'autre côté, on rencontre une minorité de paysans, soutenus par des consommateurs solidaires, conscients des enjeux d'environnement ou de santé, qui mettent en œuvre l'agriculture paysanne, bio, les circuits courts, et fournissent des produits de qualité pour certaines catégories de la population, souvent aisées. Ils vivent généralement bien mieux que les agriculteurs productivistes mais font aussi face à toutes sortes de difficultés : le manque de soutiens financiers publics, la multiplication des normes bureaucratiques, environnementales ou sanitaires, qui en empêche plus d'un de travailler, le prix du foncier qui s'envole, la raréfaction des terres agricoles qui ne cesse de s'aggraver.

D'où la question : cette cohabitation schizophrénique est-elle durable ? Les fermiers-usiniers ne vont-ils pas, à plus ou moins long terme, devenir le modèle hégémonique, comme c'est déjà le cas dans d'autres pays ? Et cette autre question : en étant survalorisée médiatiquement, par rapport à son poids réel en terme de producteurs ou de consommateurs concernés, cette agriculture paysanne n'est-elle pas le meilleur alibi pour ceux qui souhaitent poursuivre et accélérer l'industrialisation de l'agriculture ?

7. 5^{ème} CONDITION : NE JAMAIS SE RESIGNER, LES SOLUTIONS EXISTENT

Il ne faut jamais se résigner et il faut voir que même si le combat est et sera très difficile, on peut rester confiants car les choses ont considérablement progressé sans que nous en ayons encore vraiment pris conscience. Je m'explique. Quand j'ouvre les programmes de Via Campesina, de la Confédération paysanne, les propositions de la France Insoumise et des 40 livrets de l'Avenir en commun, ou bien encore les innombrables rapports et propositions de quantités d'autres acteurs mobilisés, je ne peux me dire qu'une chose : nous avons sacrément avancé !

J'y trouve d'abord, de l'OMC à la commune, en passant par la mise au pas des multinationales de l'agroalimentaire, la refonte de la PAC et des prix, l'établissement de nouvelles relations entre pays du Nord et du Sud ou les soutiens à apporter aux reconversions et installations indispensables, l'ensemble des orientations, instruments, méthodes qui permettraient de sortir, disons en deux décennies, du modèle de l'agriculture productiviste et de généraliser, en France comme partout, le modèle de l'agriculture paysanne. Bref d'en finir avec la fin des paysans.

Mais j'y trouve aussi autre chose, quelque chose de meilleur encore ou de complémentaire. A savoir que le temps du TINA, du « Heather Ys no alternative » cher à Margaret Thatcher et ses suivistes jusqu'à Macron, est définitivement révolu, obsolète ! L'alternative au productivisme capitaliste, autant dans ses grandes lignes, sa philosophie sociale et morale, sa vision générale du monde, que dans ses détails, c'est-à-dire ses institutions, ses mécanismes financiers, ses choix de politiques internationales, européennes, nationales, locales ou sectorielles, est déjà là, dans l'ensemble de ces documents, bien définie, avec précision, et elle inclut un bon nombre des aspirations et des constructions de la société qui, en France ou partout dans le monde, résiste, auto-organisation, invente dans les interstices de la société actuelle, en micro, une société post-capitaliste et post-productiviste qui ne demande plus, pour devenir macro, qu'à s'affirmer comme société politique. En résumé, les alternatives dans l'alternative.

Pour conclure je dirais donc que nous avons, dans tous ces programmes, beaucoup plus que des programmes : un véritable projet de société et de gouvernement. C'était inimaginable il y a vingt ans encore. Nous devons donc conserver l'espoir, continuer à convaincre et, par-dessus tout, nous unir pour modifier le rapport de forces et faire que la peur change de camp.

II. TEMOIGNAGES DE PAYSANS ET DE PAYSANNES

1. TEMOIGNAGE DE SANDIE FLOQUET

Je m'appelle Sandie Floquet je suis installée depuis 2 ans sur 50 ha en grandes cultures bio. J'ai lancé la conversion dès mon installation, par conviction et aussi pour alimenter en fourrages, céréales et légumineuses l'élevage de chèvres de ma sœur Justine.

Justine s'est installée il y a 5 ans avec 80 chèvres et quelques brebis allaitantes sur un système en mono traite, essentiellement herbagé, en bio aussi. Depuis deux ans nous transformons tout le lait de la production de Justine en fromage de chèvres type crottins, camembert, maroilles, chaource et crèmes desserts.

Nous cherchons à être complémentaires, aussi bien dans nos activités que dans notre travail à la fromagerie (exemple : mes cultures complètent les rations des chèvres de Justine; nos fromages se complètent aussi dans leurs phases d'affinage = crottins et camemberts dans la même cave). Nous aimons aussi jouer sur la complémentarité des races de nos animaux : Justine élève trois races de chèvres ; la chèvre du Rove, la chèvre Alpine et la chèvre Cou Clair du Berry qui se complètent très bien sur le taux protéique comme sur le taux butyreux (= matière grasse).

Au niveau des espèces végétales nous essayons d'associer dans les champs le maximum d'espèces et de variétés. Cela représente un assolement d'une vingtaine d'espèces sur 5 ans qui suivent une rotation agronomique que j'ai choisi en fonction de mes sols et des contraintes de ma ferme ou de mon territoire.

En formation je me demandai comment travailler sur la qualité de ma production de semences. Je voulais notamment travailler sur des critères nutritionnels et organoleptiques des variétés meunières que je cultiverai et c'est en entrant dans le réseau de l'agriculture paysanne j'ai eu connaissance d'un projet de recherche mené conjointement par la maison des semences paysannes du centre et les paysans du réseau. Depuis je participe à un programme de recherche et de sélection participative mené par nos associations départementales en partenariat avec plusieurs départements de l'INRA et les paysans du réseau de l'agriculture paysanne. Ce projet que l'on appelle SPEAL (qui signifie Sélection Participative des Espèces Annuelles et Ligneuses) nous offre la possibilité de tester différentes variétés notamment en blé, maïs et tournesol. Nous les sélectionnons chacun sur nos fermes selon nos propres critères de sélection et selon des contraintes que nous pouvons rencontrer sur nos fermes.

Depuis mon autre sœur Anaïs et mon beau-frère Maxime se sont installés sur une ferme voisine avec 40 chèvres. Deux élevages alimentent la fromagerie que nous avons repris il y a maintenant presque 2 ans. Nous transformons donc l'ensemble de nos productions laitières à la fromagerie des 13 blés dans laquelle nous nous sommes associées et nous vendons l'ensemble de nos fromages en circuit court dans notre magasin aux côtés d'une vingtaine d'autres producteurs.

Il est prévu pour très bientôt, la fabrication de farine et d'huile pour valoriser les céréales et les oléagineux, toujours en bio et en circuits courts. Depuis un an, nous utilisons mes céréales et du houblon pour une transformation brassicole sur le même village.

Nous pouvons nous rendre compte que tout cet engouement autour de l'agriculture paysanne donne lieu à de nombreux projets, et je suis très heureuse de mener tous ces projets conjointement avec des collègues qui partagent une agriculture sociale, rentable et durable qui donne de la valeur à notre territoire.

2. TEMOIGNAGE DE JUSTINE FLOQUET

Je suis éleveuse de (65) chèvres et de brebis, donc dans le même village que mes sœurs. J'ai repris une ferme en 2013, qui n'était pas une ferme familiale car notre père n'étant pas du tout prêt à partir en retraite, mais j'avais très envie de m'installer. Mes sœurs sont arrivées par la suite. Dès mon installation, j'ai décidé de maîtriser et de valoriser toute ma production, en transformant tout le lait en fromage ; signe de souveraineté alimentaire. Les fromages sont vendus dans le bourg du village – fromagerie et magasin pour lesquels nous nous sommes associées toutes les trois mais nous restons indépendantes sur nos fermes.

3. TEMOIGNAGE DE VERONIQUE AUPETITGENDRE

Sur une ferme classique, depuis de nombreuses années, en polyculture élevage bovins allaitant /charolais environs 80 vaches sur 150 hectares. Nous tenions à avoir une autonomie alimentaire avec cette surface 40 à 50ha en céréales et le reste en pâturages tournant. Pour nous aussi les céréales c'est beaucoup de mélanges : triticales, pois féveroles et même avoine et blé, ce qui correspond pour nous à une ration complète pour les animaux, nous n'achetons aucuns aliments extérieurs à notre production. Nous valorisons tous les animaux à l'engraissement du fait de noter label bio (génisse, vaches de réforme, tous les mâles sont castrés) ce qui fait un chargement assez important car nous devons garder les bœufs trois ans. Pour valoriser cette production, nous avons fait le choix de vendre la viande fraîche ou en plats cuisinés, tout ceci en vente directe. Après toutes ces années passées sur la ferme, me voilà très proche de la retraite.



Crédit photo : Confédération paysanne Centre

III. QUESTIONS ET ECHANGES AVEC LA SALLE

Question :

M.Bitoun, il y a quelque chose que je n'ai pas compris dans votre intervention, vous avez dit : ce ne sont pas la multitude des petites initiatives qui feront changer les choses et plus tard vous avez dit le contraire, que c'était justement la multitude de ces petites actions qui allaient faire évoluer le système. De plus vous avez parlé de plusieurs mouvements qui avaient toutes les billes pour pouvoir changer ce système productiviste mais je n'ai compris de quoi vous parliez.

Réponse de Pierre Bitoun :

A propos de l'articulation des initiatives locales, ce que je voulais dire c'est qu'un certain nombre de gens, dont Pierre Rabhi, évoquent l'idée qu'on arriverait à un changement social de la société grâce à mille et une petites alternatives localisées, qui seraient écologiques, paysannes, citoyennes, en transformant nos façons de vivre. Toutes ces actions sont absolument nécessaires à l'invention d'une nouvelle société qui, soit dit en passant, reprennent des choses qui existaient dans les sociétés antérieures mais que le capitalisme a détruit. Mais ces actions n'ont de sens que dans un projet global, un changement de fond du fonctionnement de nos institutions.

Pour répondre à la 2^{ème} partie de votre question, ce que je voulais dire c'est que de nombreux mouvements, associations, syndicats, tels que Via Campesina, la Confédération paysanne, ATTAC, la France Insoumise, etc. ont déjà réfléchi à ce changement de société et que les solutions existent pour modifier les règles du commerce international, la PAC, etc. Il est indispensable de penser le changement dans son ensemble sinon toutes ces initiatives, dont les circuits courts, l'agriculture paysanne vont se cantonner à des niches, à des segments de marché à destination des consommateurs les plus aisés et/ou les plus conscients. On fera perdurer la dualité du système agricole.

Question :

Mais je ne vois pas quelle société ça pourrait être ? Le socialisme et le communisme ont conduit aux pires horreurs.

Réponse de Pierre Bitoun :

Je ne prône pas le parti du communisme, je dis juste que le capitalisme a conduit à la disparition des paysans et qu'il n'est plus possible de continuer comme ça. On ne peut pas simplement se dire qu'on va arrêter nos gouvernants et leur puissance par des initiatives. J'ai simplement voulu réaffirmer la nécessaire conscientisation politique des initiatives.

Question :

Quels seraient vos conseils pour des jeunes qui voudraient reprendre une exploitation agricole ?

Réponse de Sandie Floquet :

A l'ARDEAR et à la Confédération paysanne on a plein d'idées. Le 1^{er} conseil c'est de ne pas être seul car on s'épuise. On sait qu'on vient à la mécanisation, c'est très bien pour diminuer notre charge de travail mais ce sont des coups humains et économiques non négligeables. De plus, il est très important de s'inscrire dans le tissu rural existant.

Réponse de Vincent Chauvelot :

Moi je travaille seul et j'en suis très content car je ne me consulte avec personne pour prendre des décisions et c'était important pour moi. Mais je ne suis pas totalement seul dans mon travail car je suis en lien avec d'autres agriculteurs, les associations bios, le syndicat.

Réponse de Justine Floquet :

Nous n'avons pas spécifié mais nous aussi on est toute seule sur nos ateliers. On prend chacune nos décisions, à part pour la fromagerie car on y participe tous. On veut surtout insister sur l'importance d'être accompagné quand on s'installe, et ce le plus rapidement possible. Par exemple à l'ADEAR on propose des formations « de l'idée au projet agricole » pour les gens qui n'ont pas de projet précis mais qui ont envie de s'installer. On fait aussi des formations plus approfondies pour les projets qui sont plus aboutis. Il existe aussi des formations à la Chambre d'agriculture mais souvent il faut que le projet soit déjà bien réfléchi.

Réponse de Sandie : L'accès au foncier est également un sujet très délicat. Je voulais aussi rajouter qu'à l'ADEAR on a mis en place un dispositif pour aider les porteurs de projets à s'installer. Ça passe par les espaces tests agricoles qui permettent de tester son activité à taille réelle, le stage paysan créatif qui permet de continuer à se former avec l'appui de tuteurs et un suivi technique de cette installation.

Témoignage d'un paysan dans le public :

La première chose qu'il faut c'est du courage ! je voulais aussi revenir sur un point, je trouve qu'on critique un peu trop la grande exploitation. Moi par exemple j'ai commencé sur une petite exploitation mais par la force des choses j'en suis venu à l'agrandir. C'était facile, il y avait des gens qui partaient, de moins en moins de jeunes qui avaient envie de s'installer... Aujourd'hui c'est autre chose, je repartirai sur une ferme à taille humaine. Mais j'ai envie de dire que même aujourd'hui si vous avez le choix vous vous agrandirez.

Remarque :

Mais pourquoi vous êtes-vous agrandi ?

Réponse :

Comme je l'ai dit je me suis agrandi parce que c'était l'opportunité, c'était facile, c'était naturel. On s'est entendu avec 2 exploitants qui sont partis à la retraite. Après j'ai toujours eu 3 salariés sur la ferme donc au final ça ne faisait 80ha/UTH. Je ne dis pas de faire comme ça, je dis qu'aujourd'hui avec la transformation, chose qu'on ne faisait pas à l'époque, l'exploitation de taille humaine c'est très intéressant.

Remarque :

Les deux témoignages sont très intéressants et quand on voit la joie de vivre de ces deux filles on peut se dire que vous leur avez transmis quelque chose de formidable !

Réponse de Pierre Bitoun :

Ce n'est pas naturel de grandir et ce n'est sûrement pas un choix individuel. Pendant que vous vous agrandissez, en tant qu'individu, comme tout le monde le fait, il y a de moins en moins de paysans, les territoires ruraux deviennent des déserts, il y a de moins en moins de solidarité et le FN monte. On en paiera tous le prix tant que ça continuera, tous, pas seulement les agriculteurs. La concentration des exploitations a bien été construite par des moyens économiques, des décisions politiques, etc. Il y a de plus en plus. Un phénomène social ça se fabrique, il ne fait pas naturaliser un phénomène ! Il y a plein de gens derrière, des politiques, des financeurs, etc !!!

Question :

N'y aurait-il pas un problème de foncier ?

Réponse de Pierre Bitoun :

Bien sûr. L'accaparement des terres est une réalité, ailleurs mais aussi en France, comme dans le Berry, où 1500 ha ont été achetés par des investisseurs chinois. Avec ce phénomène, ce sont plusieurs millions de paysans qui sont poussés vers les villes, avec toute la pauvreté que cela entraîne.

Remarque :

Merci Pierre Bitoun, je suis content d'avoir écouté une critique de Pierre Rabhi. La convergence des luttes, ça mobilise très peu de paysans et je me sens plus proche des ouvriers, de solidaires, que de la Conf'.

Réponse de Frédéric Bidault:

La Conf' est un syndicat de lutte depuis longtemps ! Aujourd'hui la Conf' est un syndicat de paysans, ça prend beaucoup de temps de le faire vivre localement, de faire vivre l'ADEAR et ses outils qu'on imagine pouvoir faire changer le système. On n'a pas beaucoup de temps, on aimerait bien être sur tous les fronts nous aussi.

Réponse de Sandie Floquet :

Aujourd'hui ce petit réseau est fait de nos petits bras. L'engagement se fait au quotidien, on est très peu nombreux dans le réseau car comme l'a rappelé Pierre Bitoun, il y a une forte désertification des campagnes. On a tous une commission chacun et on ne peut pas se démultiplier. C'est pour ça que la désertification est un fléau, elle divise !

Question :

Marc Dufumier nous a dit que le système exportateur français est dépassé, qu'il y a trop de concurrence avec des pays type l'Ukraine. Est-ce que ce système à bout de souffle ne va pas amener logiquement vers le système que vous décrivez ?

Réponse de Pierre Bitoun:

Ça peut aider mais ça ne modifiera pas le système dans sa composition fondamentale. Ces agricultures productivistes sont de plus en plus en difficulté malgré les aides dont elles bénéficient et dont ne bénéficient pas l'agriculture paysanne. Aujourd'hui, en France, il y a des fermes usines mais il faut bien être conscient qu'on n'en ait qu'au stade embryonnaire. Le développement de ces fermes n'empêchera pas la cohabitation car ce ne sont pas les mêmes segments de marché. De plus, les ministres n'ont aucun intérêt à faire monter les prix agricoles car il faut faire concurrence aux autres pays et plus les prix alimentaires seront bas plus on pourra faire pression sur les salaires de la population française.

Remarque d'un paysan :

Il n'y a pas que la Conf' qui lutte. Nous les paysans, on ne peut se battre que sur les prix et ce sont surtout les consommateurs qui peuvent faire grimper ces prix. Aujourd'hui on a signé le CETA, etc. et c'est très inquiétant. Aujourd'hui que ce soit petite ou grande exploitation l'objectif c'est de nourrir les hommes et les femmes. Il faut remettre le juste prix ! A noter aussi que la grosse exploitation va beaucoup plus peiner que les petites.

Réponse de Pierre Bitoun :

Je ne suis pas d'accord avec vous ! Il y a un rapport de force énorme entre producteurs, intermédiaires et pouvoirs publics. Les pouvoirs publics ne régulent plus rien et laissent tout le pouvoir aux intermédiaires, qui définissent le prix que les agriculteurs subissent. Les consommateurs ne pourront pas tout changer.